

Périgueux, le 24 DEC. 2013

*Le Président,  
Bernard CAZEAU  
Sénateur de La Dordogne*

**Madame Marylise LEBRANCHU  
Ministre de la Réforme de l'Etat, de  
la Décentralisation et de la  
Fonction Publique  
80 Rue de Lille  
75700 PARIS**

N/Réf. : BC/JCL/MC - CAB-2013. 1616

Madame la Ministre,

Le 13 décembre dernier, nous avons reçu une délégation de l'Intersyndicale de la Fonction Publique de la Dordogne (CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FAFPT, FSU et UNSA) qui souhaitait nous alerter sur la dégradation continue du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Ces organisations nous ont tout d'abord indiqué que, malgré les promesses électorales du Président de la République, la valeur du point d'indice restait gelée depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Elles nous ont également rappelé la baisse générale du poids des rémunérations des fonctionnaires dans le PIB. Cette diminution traduit, à leurs yeux, un manque de reconnaissance de leurs missions et de leur rôle au service de nos concitoyens.

En rappelant que bon nombre de fonctionnaires ne disposaient d'aucun régime indemnitaire et que les annonces faites autour de l'étude d'un rapprochement entre les rémunérations indemnitaires et indiciaires pouvaient conduire à l'augmentation des inégalités entre fonctionnaires, les organisations que nous avons rencontrées, si elles ne sont pas opposées à l'ouverture de cette réflexion, souhaitent, en revanche, être fortement associées aux propositions à venir.

Elles s'inquiètent toutefois du projet de fluidification des parcours professionnels à l'intérieur des trois fonctions publiques. La création d'un statut commun ne semble pas être une priorité forte à leurs yeux.

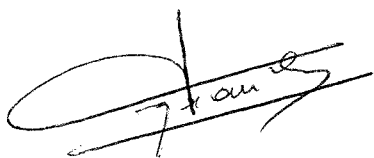
Madame la Ministre, conscients que le contexte budgétaire reste extrêmement contraint et les marges de manœuvres étroites, nous avons cependant souhaité attirer votre attention sur la demande des syndicats de la Fonction Publique quant au dégel du point d'indice. Cette mesure, au-delà même de la reconnaissance d'un statut particulièrement outragé lors du dernier quinquennat, apparaît aujourd'hui comme une nécessité pour beaucoup de fonctionnaires dont le niveau de vie se dégrade sensiblement.

Souhaitant que cette demande puisse retenir votre attention et dans l'attente de votre réponse quant aux grandes orientations que vous souhaitez prendre,

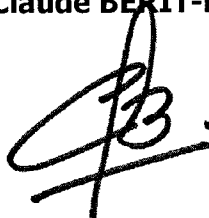
Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre haute considération.



**Bernard CAZEAU**



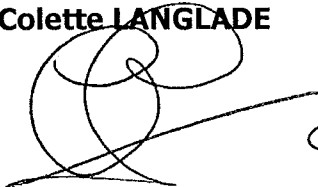
**Claude BERIT-DEBAT**



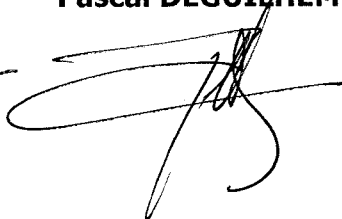
**Germinal PEIRO**



**Colette LANGLADE**



**Pascal DEGUILHEM**



**Brigitte ALLAIN**

